

## Mentions légales

Organisme de formation : Fédération Nationale d'Agriculture Biologique (FNAB)

Adresse : 40, rue de Malte, 75 011 PARIS

Téléphone : 01 43 38 38 69

Email : formations@fnab.org

Numéro de déclaration d'activité : 11 75 34473 75

SIRET : 394 000 236 00023

Représentant légal : Philippe Camburet, en qualité de Président

---

## PRÉALABLE

Les présentes conditions générales de vente s'appliquent à toutes les formations proposées par l'organisme de formation et excluent l'application de toute autre disposition. Les présentes CGV sont complétées par le règlement intérieur.

## 1. Contrat et inscription

**1.1.** Toute inscription nécessite en premier lieu la réponse au formulaire d'inscription en ligne ou, le cas échéant, le renvoi du bulletin d'inscription.

**1.2.** La convention de formation est formée à la réception (courrier ou courriel) par l'organisme de formation de l'inscription. L'inscription est actée à la réception de la convention de formation originale complétée et signée et, le cas échéant, du paiement de la prestation.

**1.3.** Dans un souci d'organisation, les inscriptions doivent parvenir à l'organisme de formation au plus tard 10 jours avant le début de la formation.

## 2. Coût, prise en charge de la formation et moyens de paiement

**2.1.** Les prix sont indiqués en euros nets de taxe. Le coût de la formation est calculé selon les charges engagées par l'organisme de formation (prestataire, location de matériel, transports éventuels des bénéficiaires dans le cadre d'une visite lors de la formation...). Il peut ainsi varier d'une formation à l'autre.

**2.2.** Le coût de la formation peut être pris en charge.

La prise en charge du coût de la formation dépend du statut des bénéficiaires :

### Pour les non-salarié-e-s agricoles :

- Prise en charge, partielle ou totale, par VIVEA, fonds de formation des entrepreneurs du vivant.
- Demande de prise en charge réalisée directement par l'organisme de formation.
- Participation complémentaire facturée par l'organisme de formation en cas de prise en charge partielle.
- NB. Au cas où les informations fournies lors de l'inscription par le(s) bénéficiaire(s) seraient erronées ou que le(s) bénéficiaire(s) ne seraient pas éligibles au VIVEA (retard de cotisations...), le(s) bénéficiaire(s) concerné-e-s seront facturé-e-s du coût total de la formation.

# CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE FORMATION PROFESSIONNELLE

Version 3 | Date d'application : 17/08/2022

## **Pour les salarié-e-s agricoles ou para-agricoles :**

- Prise en charge, partielle ou totale, par OCAPIAT, Opérateur de Compétences (OPCO) pour la Coopération agricole, l'Agriculture, la Pêche, l'Industrie Agroalimentaire et les Territoires.
- Demande de prise en charge réalisée par la structure employeuse.
- Facturation du coût total à la structure employeuse par l'organisme de formation.
- Envoi des pièces nécessaires à la demande de prise en charge par l'organisme de formation.

## **Pour les salarié-e-s et/ou fonctionnaires intervenant dans des collectivités territoriales :**

- Prise en charge, partielle ou totale, au titre de la formation professionnelle continue à évaluer.
- Demande de prise en charge réalisée par la structure employeuse.
- Facturation du coût total à la structure employeuse par l'organisme de formation.
- Envoi des pièces nécessaires à la demande de prise en charge par l'organisme de formation.

**2.3.** Hors cas particulier, le paiement de la formation est dû au moment de l'inscription (renvoi de la convention de formation signée, virement ou chèque). La facturation (facture acquittée) a lieu après la réalisation de l'action de formation.

En cas de retard ou de défaut de paiement, l'organisme de formation adressera au client (structure employeuse du ou de la bénéficiaire) une mise en demeure. Suite à cette mise en demeure, les sommes dues seront immédiatement exigibles. Le client devra rembourser tous les frais occasionnés par le recouvrement contentieux des sommes dues.

En cas d'absence ou de retard de règlement, l'organisme de formation se réserve le droit de suspendre ou refuser toute nouvelle commande jusqu'à apurement du compte.

## **3. Date, lieu, horaire et programme**

**3.1.** Le programme de la formation présente obligatoirement le programme, le lieu et les dates du formation indicatives et mentionne les intervenant-e-s.

**3.2.** Une convocation précisant date, lieu et horaire est envoyée 3 jours avant le début de la formation.

**3.3.** L'organisme de formation se réserve le droit de reporter ou d'annuler une formation ou de modifier le lieu de son déroulement si des circonstances indépendantes de sa volonté l'y obligent.

**3.4.** S'il le juge nécessaire, l'intervenant pourra modifier les contenus des formations suivant la dynamique de groupe ou le niveau des participants. Les contenus des programmes figurant sur les fiches de présentation ne sont ainsi fournis qu'à titre indicatif.

## **4. Annulation ou absence**

En application de l'article L.6354-1 du Code du travail, il est convenu entre les signataires des conventions de formation, que faute de réalisation totale ou partielle de la prestation

# CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE FORMATION PROFESSIONNELLE

Version 3 | Date d'application : 17/08/2022

de formation, le prix sera minoré au prorata du nombre d'heures de formation effectivement réalisées.

**En cas de rétractation par le-la bénéficiaire** de l'exécution de la convention de formation dans un délai de moins de 10 jours avant la date de démarrage de la prestation de formation, objet de la présente convention, l'organisme de formation se réserve le droit de retenir le coût total de la formation. La somme retenue n'est pas imputable sur l'obligation de participation au titre de la formation professionnelle continue de l'entreprise bénéficiaire et ne peut faire l'objet d'une demande de remboursement ou de prise en charge.

**En cas d'absence du-de la bénéficiaire le(s) jour(s) de formation**, l'organisme de formation se réserve le droit de retenir le coût total de la formation. La somme retenue n'est pas imputable sur l'obligation de participation au titre de la formation professionnelle continue de l'entreprise bénéficiaire et ne peut faire l'objet d'une demande de remboursement ou de prise en charge.

**En cas de réalisation partielle, sans raison valable, par le-la bénéficiaire**, l'organisme de formation se réserve le droit de retenir le coût total de la formation. Cette somme n'est pas imputable sur l'obligation de participation de l'employeur au titre de la formation professionnelle continue et ne peut faire l'objet d'une demande de remboursement ou de prise en charge. Celle-ci est spécifiée sur la facture, ou fait l'objet d'une facturation séparée et ne doit pas être confondue avec les sommes dues au titre de la formation. Seul le prix de la prestation réalisée partiellement est facturé au titre de la formation professionnelle.

Si, par suite de force majeure dûment reconnue, le bénéficiaire est empêché de suivre la formation, il peut rompre le contrat. Dans ce cas, seules les prestations effectivement dispensées sont rémunérées à due proportion de leur valeur prévue au contrat.

**En cas d'annulation sans raison valable par l'organisme de formation** dans un délai de moins de 10 jours avant la date de démarrage de la prestation de formation, objet de la convention de formation, l'organisme de formation s'engage à rembourser sous 15 jours la somme versée au titre de la participation à la formation. Les présentes dispositions ne s'appliquent pas en cas de report de la formation.

L'organisme de formation se réserve la possibilité, notamment en cas d'un nombre insuffisant d'inscrit-e-s, d'annuler la formation jusqu'à 10 jours ouvrés avant la date prévue de la formation. L'organisme de formation en informe le-la bénéficiaire. Si les sommes versées au titre de la participation à la formation seront, le cas échéant, remboursées, aucune indemnité supplémentaire ne sera versée au bénéficiaire en raison d'une annulation par l'organisme de formation.

## 5. Obligations du-de la bénéficiaire et/ou du cocontractant de l'organisme de formation

**5.1.** Le-la bénéficiaire doit respecter le règlement intérieur de l'organisme de formation. La transmission de la convention signée implique l'adhésion complète des bénéficiaires au règlement intérieur de l'organisme de formation et l'acceptation des présentes CGV par le client (structure employeuse des bénéficiaires).

**5.2.** Le-la bénéficiaire s'oblige à fréquenter avec assiduité et régularité le stage de formation auquel il-elle est inscrit-e. Le défaut ou le manque d'assiduité et de régularité sera sanctionné par un refus de délivrance de l'attestation de formation.

## 6. Propriété intellectuelle et droit d'auteur

**6.1.** Les supports papiers ou numériques remis au cours de la formation ou accessibles en ligne dans le cadre de la formation sont la propriété de l'organisme de formation ; ils constituent des œuvres originales et à ce titre sont protégées par la propriété intellectuelle et le copyright. Ils ne peuvent être utilisés et/ou reproduits partiellement ou totalement, sans l'accord exprès de l'organisme de formation.

**6.2.** Le client s'engage également à ne pas faire directement ou indirectement de la concurrence à l'organisme de formation en cédant ou en communiquant ces documents.

## 7. Données personnelles

Conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 2018-1125 du 12 décembre 2018 prise en application de l'article 32 de la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles et portant modification de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, client et bénéficiaire disposent d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données personnelles les concernant ayant été collectées par l'organisme de formation. Il suffit, pour exercer ce droit, d'adresser un courrier postal à l'organisme de formation.

Les données personnelles recueillies sont utilisées par l'organisme de formation uniquement dans le cadre de la mise en œuvre des services proposés et ne font l'objet d'aucune communication à des tiers.

## 8. Litiges

**8.1.** En cas de réclamation, vous pouvez contacter le ou la responsable de la formation ou, éventuellement, l'organisme de formation à l'adresse suivante : [formations@fnab.org](mailto:formations@fnab.org).

**8.2.** En cas de litige ou de contestation de toute nature, et à défaut d'accord amiable qui sera, dans tous les cas, recherché, le tribunal de commerce de Paris sera seul compétent.

## 10. Divers

Les conditions générales applicables sont celles en vigueur à la date de passation de la commande par le client. Pour des commandes ultérieures, l'organisme de formation se réserve le droit de modifier unilatéralement les termes des présentes conditions.

Dans l'hypothèse où l'une des dispositions des présentes conditions serait considérée nulle en vertu d'une disposition légale ou réglementaire, présente ou future, ou d'une décision de justice revêtue de l'autorité de la chose jugée et émanant d'une juridiction ou d'un organisme compétent, cette disposition du contrat serait alors réputée non écrite, toutes les autres dispositions des présentes conditions conservant force obligatoire entre les parties.

Le fait que l'une ou l'autre des parties ne se prévale pas à un moment donné de l'une des dispositions des présentes conditions générales ne pourra jamais être considéré comme une renonciation de sa part aux droits qu'elle tient des présentes.